



**PARLEMENT BRUXELLOIS
BRUSSELS PARLEMENT**

**Compte rendu intégral
des interpellations
et des questions**

**Commission des affaires
bicommunautaires générales,**

**chargée des finances, du budget,
de la fonction publique, des relations
extérieures et des prestations familiales**

RÉUNION DU

MARDI 16 MARS 2021

SESSION 2020-2021

**Integraal verslag
van de interpellaties
en de vragen**

**Commissie voor de Algemene
Bicommunautaire Zaken,**

**belast met de Financiën, de Begroting,
het Openbaar Ambt, de Externe
Betrekkingen en de Gezinsbijslagen**

VERGADERING VAN

DINSDAG 16 MAART 2021

ZITTING 2020-2021

Le **compte rendu intégral** contient le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs. Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité de la direction des comptes rendus. La traduction est un résumé.

Publication éditée par le
Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Direction des comptes rendus
Tél. : 02 549 68 02
E-mail : criv@parlement.brussels

Les comptes rendus peuvent être consultés à l'adresse
www.parlement.brussels

Het **integraal verslag** bevat de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de directie Verslaggeving. De vertaling is een samenvatting.

Publicatie uitgegeven door het
Brussels Hoofdstedelijk Parlement
Directie Verslaggeving
Tel. 02 549 68 02
E-mail criv@parlement.brussels

De verslagen kunnen geraadpleegd worden op
www.parlement.brussels

SOMMAIRE

Question orale de Mme Delphine Chabbert

1

à M. Sven Gatz et à M. Bernard Clerfayt, membres du Collège réuni chargés des prestations familiales, du budget, de la fonction publique, des relations extérieures et du contrôle des films,

concernant "le contrôle social et l'information des familles en matière d'allocations familiales".

INHOUD

Mondelinge vraag van mevrouw Delphine Chabbert 1

aan de heer Sven Gatz en aan de heer Bernard Clerfayt, leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Filmkeuring,

betreffende "de sociale controle en de informatieverlening aan de gezinnen op het vlak van kinderbijslag".

Présidence : M. Juan Benjumea Moreno, président.

QUESTION ORALE DE MME DELPHINE CHABBERT

à M. Sven Gatz et à M. Bernard Clerfayt, membres du Collège réuni chargés des prestations familiales, du budget, de la fonction publique, des relations extérieures et du contrôle des films,

concernant "le contrôle social et l'information des familles en matière d'allocations familiales".

Mme Delphine Chabbert (PS).- En tant que régulateur du dispositif des allocations familiales à Bruxelles, Iriscare a pour mission de soutenir les caisses d'allocations familiales privées et publiques. En ce sens, elle réalise des contrôles sociaux auprès des allocataires, à la demande des caisses. Je tiens à préciser que l'objectif est de vérifier la situation socio-professionnelle des allocataires, mais surtout d'informer les familles quant à leurs droits. Un contrôle administratif ou une visite à domicile peuvent être effectués par les services d'Iriscare en fonction de la situation de la famille.

Iriscare a récemment remis son rapport annuel portant sur l'année 2019. On y lit que 694 visites domiciliaires ont été effectuées par les contrôleurs sociaux d'Iriscare. La même année, les caisses ont introduit 395 demandes de contrôle. Ajoutées aux demandes de contrôle des années précédentes, en cours ou encore à réaliser, elles portent le nombre de contrôles à 1.090.

L'administration nous informe également que les contrôles clôturés ont permis de régulariser de manière positive les montants perçus par les familles à hauteur de 262.086 euros. L'administration se félicite également que le nombre de dossiers sans impact financier représente 49 % des contrôles, contre 37 % pour l'année précédente. Ce résultat est dû aux mesures de prévention, au flux fiscal et au fait que seuls 20 % des dossiers contrôlés concernent des sommes indûment octroyées.

Voorzitterschap: de heer Juan Benjumea Moreno, voorzitter.

MONDELINGE VRAAG VAN MEVROUW DELPHINE CHABBERT

aan de heer Sven Gatz en aan de heer Bernard Clerfayt, leden van het Verenigd College, bevoegd voor de Gezinsbijslagen, Begroting, Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en Filmkeuring,

betreffende "de sociale controle en de informatieverlening aan de gezinnen op het vlak van kinderbijslag".

Mevrouw Delphine Chabbert (PS) (*in het Frans*).- *Als regulator van de kinderbijslag in Brussel is Iriscare ter ondersteuning van de private en publieke kinderbijslagfondsen belast met de sociale controle van de uitkeringsgerechtigden. Dat kan louter administratief of via een huisbezoek gebeuren. De gezinnen worden op dat moment meteen ook ingelicht over hun rechten op vlak van kinderbijslag.*

Volgens zijn jaarverslag heeft Iriscare in 2019 694 huisbezoeken afgelegd en dienden de fondsen 395 aanvragen tot controle in. Met de nog lopende aanvragen van eerdere jaren erbij gerekend, staat de teller op 1.090.

De controles hebben geleid tot een bijstelling naar boven van de bedragen ter waarde van in totaal 262.068 euro. Bovendien steeg het percentage van dossiers dat na controle zonder gevolg bleef, van 37% in 2018 naar 49% in 2019. Dat heeft te maken met betere preventie, maar ook met het feit dat maar 20% van de sociale controles onterecht uitgekeerde bedragen betreft.

Je vous avais d'ailleurs interrogé au sujet des indus susceptibles de poser des problèmes aux familles.

Selon la grille d'évaluation d'Iriscare, 25 % des dossiers contrôlés doivent faire l'objet d'une régularisation en faveur des familles. Ces contrôles sont donc majoritairement favorables aux familles et leur permettent de faire valoir leurs droits en matière de suppléments sociaux. Il s'agit d'un enjeu majeur dans la mise en œuvre de la réforme des allocations familiales.

Lorsque Famifed régulaît le système d'octroi des allocations familiales, deux services distincts géraient cette tâche : d'une part, un service chargé du contrôle social, d'autre part, un service de gestion de la fraude. Nous apprenons dans le rapport annuel d'Iriscare qu'ils ont été fusionnés en un service dénommé Fraude et contrôle social, et que quatre agents sont chargés du contrôle social au sein d'Iriscare.

Un nombre important de familles ont récupéré des montants indûment perçus. Pour quelles raisons n'avaient-elles pas perçu les bons montants ? Combien de familles étaient-elles concernées en 2019 ?

Comment limiter les effets du non-recours et informer correctement les familles de leurs droits ? Une réflexion est-elle menée au sein d'Iriscare à cet égard ?

Voyant l'écart entre le nombre de contrôles demandés par les caisses d'allocations familiales (1.090) et ceux effectivement réalisés (694), nous nous interrogeons légitimement sur l'efficacité du système. C'est interpellant quand on sait qu'une part importante de ces contrôles aboutissent à l'octroi de montants supplémentaires pour des familles qui en ont besoin.

Par ailleurs, quatre agents sont affectés au contrôle social pour gérer tous ces dossiers. Est-il prévu de renforcer ce service pour lui donner les moyens de traiter l'ensemble des dossiers en attente, et permettre à ces familles

De controles zijn dus grotendeels gunstig voor de gezinnen, zodat ze hun recht op sociale uitkeringen ten volle kunnen benutten. Dat was dan ook een belangrijke inzet bij de hervorming van de kinderbijslag.

Toen Famifed de kinderbijslag nog toekende, bestond er een dienst voor de sociale controle en een andere voor fraudeonderzoek. Uit het jaarverslag van Iriscare blijkt dat die nu samengevoegd zijn in een dienst genaamd 'Fraude en sociale controle', en dat vier ambtenaren zich bezighouden met alle dossiers rond sociale controle.

Een aanzienlijk aantal gezinnen heeft in eerste instantie niet het juiste bedrag gekregen. Hoe komt dit en om hoeveel gezinnen ging het in 2019?

Hoe kunnen we de non take-up van sociale rechten vermijden en gezinnen correct informeren? Wordt hierover nagedacht binnen Iriscare?

Is het huidige systeem wel efficiënt, gezien de kloof tussen de uitgevoerde (694) en de door de fondsen gevraagde (1.090) controles? Krijgen de vier ambtenaren die de sociale controle beheren, nog versterking?

de recevoir les meilleures informations possibles pour accéder à leurs droits ?

Enfin, étant donné la part importante des contrôles qui aboutissent à un remboursement aux familles, ne serait-il pas judicieux de remplacer l'appellation de ce service, dont la connotation est malheureuse, notamment depuis la fusion des missions de contrôle et de vérification des fraudes ?

M. Bernard Clerfayt, membre du Collège réuni.- Je sais que vous lisez le rapport d'Iriscare avec beaucoup d'attention et que vous êtes une grande experte en matière d'allocations familiales. Je confirme de nombreux éléments contenus dans votre question orale et extraits du rapport d'Iriscare. Votre question me permet de faire le point sur le dossier des allocations familiales.

Grâce à l'entrée en vigueur de l'ordonnance du 25 avril 2019 réglant l'octroi des prestations familiales, le groupe cible des suppléments sociaux au profit des familles bruxelloises s'est considérablement élargi. Ainsi, les "working poors" - salariés ou travailleurs indépendants ayant des revenus limités - peuvent désormais prétendre à un supplément social, ce qui est tout à l'honneur de la Région bruxelloise.

Pour mémoire, le critère de base pour bénéficier d'un tel supplément, à savoir un revenu annuel inférieur aux plafonds applicables, est contrôlé à l'aide de données fiscales provenant du service public fédéral Finances (SPF Finances).

Pour l'année 2020, ces données ne seront cependant disponibles qu'au cours de l'année 2022. Par conséquent, nous ne disposons pas de données qualifiées d'actuelles sur les revenus de ce nouveau groupe cible de bénéficiaires potentiels d'un supplément social. Dès lors, il n'est évidemment pas souhaitable que les familles qui entrent en considération pour un tel supplément social doivent attendre cette aide financière jusqu'à ce que les données fiscales nous soient transmises. C'est donc dans ce contexte

En zou het niet beter zijn de dienst te hernoemen, aangezien de meeste controles uitdraaien op extra geld voor de gezinnen, en dus niets te maken hebben met fraude?

De heer Bernard Clerfayt, lid van het Verenigd College (in het Frans).- *Sinds de ordonnantie tot regeling van de toekenning van gezinsbijslag op 25 april 2019 van kracht werd, kunnen werknemers of zelfstandigen met een bescheiden inkomen een sociale toeslag bij de kinderbijslag krijgen.*

Of iemands jaarinkomen laag genoeg is om die toeslag te krijgen, wordt gecontroleerd aan de hand van belastinggegevens van de FOD Financiën.

Voor 2020 worden die gegevens echter pas beschikbaar in de loop van 2022. Daardoor zijn er geen actuele gegevens over de inkomsten van de nieuwe doelgroep en het is natuurlijk niet wenselijk dat de toeslag dan pas wordt uitbetaald. In die bijzondere context stellen we alles in het werk om te voorkomen dat mensen hun recht op die toeslag niet zouden benutten.

particulier que tout est mis en œuvre pour limiter au maximum les cas de non-recours.

S'agissant des non-recours et de la non-perception des bons montants, plusieurs facteurs sont à l'origine des régularisations. Parfois, les familles bénéficient d'une récupération de montants à la suite de la confirmation d'un nouveau droit, si de nouvelles données prouvent qu'elles répondent désormais aux conditions. Une autre situation récurrente est la suspension du paiement d'un supplément social après la découverte d'éléments contradictoires dans la situation administrative de la famille bénéficiaire. Le contrôle permet alors d'assurer la concordance des éléments nécessaires et de régulariser la situation. Enfin, il arrive que le contrôleur social découvre, de façon fortuite, l'existence d'un nouveau droit.

En 2019, 240 familles ont bénéficié d'une régularisation positive à la suite d'un contrôle. Pour cette même année, le montant total des récupérations de montants non perçus s'élève à 262.086 euros. Rappelons qu'en 2019, nous avons informé toutes les familles bruxelloises qui ne percevaient aucun supplément social de la possibilité d'en bénéficier, alors que nous ne connaissions même pas leurs données fiscales.

Mieux informer les familles permet donc de limiter le nombre de non-recours. Pour le volet communicationnel, nous nous employons à toucher un public aussi large que possible par différents canaux de communication adaptés. Ainsi, Iriscare propose un portail numérique et toutes les caisses d'allocations familiales sont censées informer les familles de leurs droits et obligations par courrier électronique et par courrier postal.

En parallèle, toujours en vue de limiter les cas de non-recours, un mécanisme d'octroi d'office des suppléments sociaux a été lancé en 2020. Il sera évalué et fera l'objet de statistiques régulières afin d'en mesurer l'impact. En effet, tout trop-perçu doit être remboursé par la suite, ce qui est toujours une très mauvaise nouvelle pour les familles qui ont cru légitimement pouvoir bénéficier de ces

Er zijn meerdere factoren ter verklaring van het hoge aantal rechtzettingen ten gunste van de gezinnen: er kwamen nieuwe gegevens beschikbaar, opgeschorte uitbetalingen werden hervat en rechtgezet nadat tegenstrijdige gegevens uitgeklaard werden en soms blijkt bij sociale controles dat gezinnen ook aanspraak kunnen maken op nog andere uitkeringen.

In 2019 kregen 240 gezinnen na controle een rechtzetting in hun voordeel. Dat jaar wezen we Brusselse gezinnen die geen sociale toeslag kregen, per brief op het bestaan ervan.

Gezinnen beter informeren helpt dus om meer mensen de sociale toeslag te laten genieten. We proberen via aangepaste kanalen zo veel mogelijk gezinnen te bereiken. Iriscare heeft een website en de kinderbijslagfondsen moeten gezinnen via e-mail en post over hun rechten en plichten informeren.

In 2020 gingen we van start met de automatische toekenning van sociale toeslagen. De impact daarvan wordt door middel van statistieken gemeten.

montants et les affecter aux dépenses courantes.

Il convient de noter que la suspension, en tant que facteur de prévention des indus, sera maintenue en cas de risque pour ne pas mettre les familles concernées en difficulté. Néanmoins, elle devrait être adaptée à la durée du contrôle afin d'éviter autant que possible les régularisations positives, donc la retenue trop longue de montants auxquels les assurés sociaux ont droit.

Votre troisième question porte sur la capacité en personnel du service pour effectuer tous les contrôles et toutes les régularisations de situation qui lui sont demandés. Pour mieux saisir les raisons du retard constaté, il convient tout d'abord de rappeler le contexte. Les contrôles effectués au domicile des familles bénéficiaires constituent l'une des missions fondamentales d'Iriscare. En effet, ils permettent de fournir aux familles l'assistance nécessaire pour faire valoir leurs droits aux prestations familiales tout en luttant plus efficacement contre la fraude sociale, inévitable.

Ainsi, les caisses d'allocations familiales ont demandé 395 contrôles au cours de l'année 2019. En additionnant ces demandes à celles des années précédentes, le nombre total de contrôles à effectuer en 2020 s'élevait à 1090. Parmi ces demandes, 694 ont été exécutées.

Ensuite, en ce qui concerne les ressources humaines, le service a embauché deux contrôleurs juniors en mars et avril 2019, en plus des deux contrôleurs seniors déjà en fonction. Plusieurs mois ont été nécessaires afin de les former à la théorie et à la pratique du terrain avant qu'ils puissent travailler de façon autonome. Le temps nécessaire à l'embauche et à l'apprentissage a eu pour conséquence que l'entièreté des ressources humaines n'était pas disponible en 2019 pour assurer les contrôles. Ceci explique en partie l'écart entre le nombre de contrôles prévus et le nombre de contrôles effectués.

Par ailleurs, il est à noter que, dans le cadre des mesures Covid-19, les visites à domicile ont été suspendues pendant plusieurs mois. Si

De opschorting van uitbetaling blijft in risicogevalle behouden om gezinnen achteraf niet in de problemen te brengen. De opschorting zou moeten overeenstemmen met de controleduur, zodat bedragen waarop gezinnen recht hebben, niet te lang worden ingehouden.

Controle op het thuisadres van rechthebbende gezinnen is een van de kerntaken van Iriscare, waardoor we de gezinnen niet alleen de nodige hulp bieden, maar ook onvermijdelijke sociale fraude efficiënter bestrijden.

Alle aanvragen van de kinderbijslagfondsen bij elkaar gerekend, stond de teller voor Iriscare in 2020 op 1.090 uit te voeren controles. Daarvan werden er 694 daadwerkelijk uitgevoerd.

Naast de twee senior controleurs zijn er in maart en april 2019 twee junior controleurs in dienst getreden. Ze kregen een aantal maanden opleiding vooraleer ze zelfstandig konden werken. Dat verklaart voor een stuk het verschil tussen de aangevraagde en de uitgevoerde controles.

Voorts werden naar aanleiding van de coronamaatregelen de thuiscontroles gedurende meerdere maanden opgeschort.

malgré les circonstances, 694 contrôles ont été effectués, c'est donc que la capacité à réaliser les contrôles est très bonne. Maintenant que les équipes ont été renforcées, que l'apprentissage est achevé, et que les quatre personnes sont opérationnelles, nous pouvons espérer un rattrapage rapide du nombre de contrôles en 2020, sous réserve des conditions sanitaires particulières qui pourraient avoir une incidence sur le travail à effectuer. Il me semble cependant que la capacité humaine est suffisante pour assurer les contrôles.

Concernant l'appellation du service, vous avez raison, Mme la députée, ce n'est pas la plus adéquate par rapport à la manière dont ce dernier fonctionne aujourd'hui. C'est la raison pour laquelle une nouvelle appellation a été proposée : l'Inspection sociale. Celle-ci est beaucoup plus neutre et vise aussi à refléter une prise en charge positive visant à récupérer les revenus au bénéfice des familles qui y ont droit. Cette proposition est en cours d'approbation au sein du Conseil de gestion des prestations familiales.

Pour conclure, le contexte de la pandémie de Covid-19, qui n'a pas épargné les familles bruxelloises, fait que la problématique du risque de non-recours aux droits est d'autant plus prégnante. C'est pourquoi, dans les prochains mois, une attention particulière sera accordée à cette question, avec comme objectif principal l'évaluation de l'efficacité des mesures en place.

Mme Delphine Chabbert (PS).- Vous avez dit que le groupe cible des bénéficiaires des suppléments sociaux a été élargi conformément à l'ambition de la réforme. Je souhaiterais connaître l'ampleur de cet élargissement. Cela nous permettrait de vérifier très concrètement si l'objectif de lutter davantage contre la pauvreté est atteint ou en passe de l'être.

Comme vous l'avez mentionné à propos de la question du non-recours, l'accès aux données et l'information des familles par l'administration sont essentielles pour comprendre la non-perception des suppléments sociaux auxquels les bénéficiaires peuvent prétendre. On peut

Dat er toch nog 694 controles zijn uitgevoerd, betekent dat de controlecapaciteit goed zit.

Ten slotte klopt het dat de naam van de dienst niet aansluit bij de manier waarop hij momenteel functioneert. Daarom werd er voorgesteld om hem om te dopen tot sociale inspectie. Dat voorstel ligt ter goedkeuring voor bij de Beheerraad voor Gezinsbijslag.

De coronacrisis heeft Brusselse gezinnen niet gespaard, waardoor het probleem van het niet benutten van rechten zich nog scherper stelt. Daarom besteden we er de volgende maanden extra aandacht aan.

Mevrouw Delphine Chabbert (PS) (in het Frans).- *In welke mate is de doelgroep toegenomen? Dat geeft ons een indicatie van het succes van de strijd tegen armoede.*

De toegang tot gegevens is van essentieel belang om te begrijpen waarom de gezinnen die recht hebben op een sociale toeslag, daar vaak geen beroep op doen. Brieven en een website zijn allemaal goed en wel, maar er is nood aan een proactievare benadering. Kinderbijslagfondsen gaan zo al te werk, maar blijktbaar is het nog niet voldoende als er maar 240 gezinnen een rechtzetting in hun voordeel genoten.

écrire aux familles, mettre en place un portail numérique, mais je soutiens qu'une démarche très proactive est essentielle. Les caisses d'allocations familiales le font déjà, mais visiblement il faut redoubler d'efforts. Vous avez évoqué le fait que 240 familles ont été contactées, un chiffre qui me paraît très faible et qui témoigne de la marge de progression existante.

Vous avez également envisagé un mécanisme d'octroi automatique des aides. Comme il est en cours d'évaluation, je reviendrai sur cette question plus tard pour laisser le temps à l'administration de faire son travail. Disposez-vous d'un échéancier pour ce mécanisme ?

Pour conclure, je me réjouis que le service soit renforcé. Il s'agit de métiers complexes où est opéré un contrôle social différent de celui des CPAS. C'est pourquoi je vous interpellais sur l'appellation du service : ces caisses d'allocations familiales effectuent davantage un travail de soutien et d'accompagnement social que de contrôle proprement dit.

Ce travail demande des employés formés et familiarisés avec un système complexe. Ils doivent pouvoir accompagner des familles dont la situation professionnelle, le statut ou la composition du ménage sont susceptibles d'évoluer. L'administration doit savoir s'adapter et soutenir les administrés sans trop vouloir les contrôler. J'entends qu'il faut un certain temps pour assurer cette formation.

M. Bernard Clerfayt, membre du Collège réuni.- Je suis très heureux que nous en parlions, car cela permet de démontrer et de vérifier qu'Iriscare remplit bien ses fonctions. Notre intention est bien que tous ceux qui y ont droit puissent bénéficier d'un accompagnement social. Ce travail est donc très utile.

Je ne dispose pas ici des données chiffrées que vous demandez, mais si vous me posez une question écrite, je vous transmettrai les informations que je possède. Je reviens aux 240 familles pour lesquelles un supplément était nécessaire. En regard des 100.000 familles bénéficiaires, ce chiffre n'est pas élevé, mais cela reste significatif pour

U had het ook over de automatische toekenning. Wat is het tijdschema voor de invoering van dat mechanisme?

Ten slotte verheugt het me dat de controledienst is uitgebreid. De sociale controle verloopt er anders dan bij het OCMW. Vandaar mijn vraag over de benaming van de dienst die nood heeft aan werknemers die zijn opgeleid om hun weg te vinden in een complex stelsel. Het komt erop aan de gezinnen bij te staan zonder ze al te veel te controleren.

De heer Bernard Clerfayt, lid van het Verenigd College (in het Frans).- *Ik heb de cijfers die u vraagt, niet bij de hand. Tegenover 100.000 gezinnen die kinderbijslag ontvangen, stellen 240 gezinnen inderdaad niet veel voor, maar voor de gezinnen zelf maakt het wel degelijk een verschil.*

Ik weet niet hoeveel gezinnen een sociale toeslag krijgen of zouden kunnen krijgen. Zolang we de precieze fiscale gegevens niet hebben, is het moeilijk om zoiets in te schatten.

chacune des familles concernées. Cela représente plus de 200.000 euros, 250.000 euros et 170.000 euros de suppléments sur les 600 millions d'euros prévus, autrement dit une goutte d'eau dans l'océan. Cependant, pour ces familles, chaque euro est important.

Je ne possède pas de chiffres quant au nombre de familles qui bénéficient ou pourraient bénéficier de suppléments sociaux. J'ai déjà répondu à une question sur ce thème il y a six mois. C'est très compliqué à estimer tant que nous ne disposons pas des données fiscales précises. Nous aurons une estimation en 2022 et pourrons alors mesurer quel pourcentage du public visé nous aurons réussi à couvrir, par les procédures actuelles d'information, de communication, de contact et par l'inspection sociale.

À ce stade, je n'ai pas plus d'informations quant au calendrier d'évaluation. La situation sanitaire perturbe beaucoup le fonctionnement des administrations et même des inspections sociales. Il est très compliqué d'aller à domicile. Pour l'instant, Iriscare et les caisses imaginent plutôt un système dans lequel les familles seraient plutôt invitées dans un lieu adéquat au sein des locaux de chaque caisse, afin d'assurer ce contact avec l'inspecteur social et de vérifier si leur situation est bien conforme à notre ordonnance.

- *L'incident est clos.*

Ik weet niet wanneer we de evaluatie mogen verwachten. De coronacrisis verstoort de werking van de administratie en de sociale inspecties. Huisbezoeken liggen erg moeilijk. Iriscare en de kinderbijslagfondsen bekijken of ze mensen naar kantoor kunnen laten komen om na te gaan of hun gezinssituatie aan de ordonnantie beantwoordt.

- *Het incident is gesloten.*